



## **Cassis: Ein Bundesrat auf Abwegen**

### **Referat von Christian Levrat, Präsident der SP Schweiz**

*Es gilt das gesprochene Wort.*

Camarades,

Je suis heureux de vous rencontrer à nouveau, ici à Lausanne, dans un des trois cantons gouvernés majoritairement par la gauche.

Heureux, bien sûr, parce que nous allons parler ensemble de la politique climatique de notre pays, une politique qu'il s'agit de sortir de la léthargie dans laquelle l'immerge la majorité UDC/PLR du Conseil fédéral et du Conseil national. Sans un effort sérieux, nous n'atteindrons jamais nos objectifs en la matière, comme nous le rappellera dans quelques minutes le Professeur Stocker, que je remercie pour sa présence.

Pour nous, le défi est double, comme nous le montrent les documents rédigés par Roger Nordmann et Beat Jans, merci à eux également. D'abord électrifier notre mobilité, bannir d'ici 2040 les moteurs automobiles à énergie fossile. Ensuite, et logiquement, faire en sorte qu'un virage sérieux en direction d'une « finance verte » soit pris au plus vite. Nos caisses de pension doivent cesser d'investir dans les actions des géants du pétrole. Par conviction environnementale, mais aussi et surtout par rationalité économique. Il serait totalement incompréhensible que l'argent des assurés disparaisse dans les bilans de ces sociétés qui, demain, risquent de ne plus rien valoir, parce que la lutte contre le réchauffement climatique exigera que ces stocks d'hydrocarbures restent sous terre. En clair, pour le parti socialiste : plus un centime dans la promotion d'énergie fossile dès 2030 et une mobilité entièrement électrique en 2040.

Mais si je suis heureux de vous rencontrer, c'est également parce que nous devons réfléchir ensemble à quelques sujets d'importance, précisément en ce qui me concerne trois sujets qui doivent nous mobiliser : instaurer l'égalité entre hommes et femmes, réformer la fiscalité des entreprises, affirmer la place d'une Suisse active et fiable dans un monde en mutation profonde. De quoi occuper plusieurs semaines... Mais on ne m'a donné qu'un quart d'heure !

### **Égalité, maintenant !**

Commençons donc par l'égalité. Vous l'avez vu, le PS Suisse a lancé jeudi dernier l'année féministe, avec un manifeste qui peut être résumé en trois points : « *fair pay* », « *fair-play* », respect.

Les femmes ont attendu suffisamment longtemps pour qu'à travail de valeur égale, soit versé un salaire égal. Les atermoiements de mes collègues au Conseil des États pour renforcer la loi sur l'égalité en disent long, beaucoup trop long, sur les stratégies mises en place pour priver les femmes du droit le plus élémentaire. Pour les uns, les inégalités ne sont pas prouvées. Dommage pour eux qu'elles soient statistiquement établies, presque 20 % de différence salariale, dont 7,6 % sans aucune autre explication que le genre. Pour les autres, ce n'est pas à l'État d'agir, l'initiative doit venir du privé, il faut miser sur les mesures volontaires. Rappelons juste que cela fait 37 ans que nous

attendons ; 37 ans ! cela aurait dû suffire aux acteurs du privé pour prendre quelques mesures, non ? Pour d'autres encore, il faut agir, mais pas comme ça. Ces « y-a-qu'à, faut qu'on » ne sont précisément jamais d'accord avec les mesures présentement discutées, ils en souhaiteraient d'autres, plus tard, différemment. En gros, des molles excuses pour justifier leur inaction. Ça suffit ! Le Conseil des États vient de décider — enfin — de mettre en œuvre des mesures minimales, basée sur la transparence, obtenue de haute lutte par notre conseillère fédérale, Simonetta Sommaruga. C'est un premier pas. Nous devons mettre une pression sérieuse sur le Conseil national, et dire avec toutes les femmes de ce pays : basta ! l'égalité maintenant !

« *Fair pay* », donc, mais « *fair-play* » également. Les femmes, nos camarades, nos filles, nos épouses et nos mères exigent que le travail de « *care* » soit reconnu dans sa globalité, et que les hommes participent aux tâches familiales et domestiques. Nous allons d'une part de poursuivre nos efforts pour reconnaître la valeur — y compris monétaire — des tâches domestiques. Nous avons fait des progrès avec le « *splitting* » dans l'AVS, ou avec la révision du droit du divorce, qui doivent encore être confirmés. Mais, d'autres parts, nous devons permettre aux pères de consacrer davantage de temps à leur famille, aux tâches domestiques. Notre engagement pour un congé paternité doit être vu comme un signe concret de cette volonté de partage plus équitable des tâches familiales.

Respect ! La campagne planétaire autour de « #metoo » n'a pas fini de faire vaciller nos certitudes. Alors que beaucoup pensaient que nous avons laissé derrière nous les violences faites aux femmes, qu'il s'agissait avant tout d'un problème culturel ou religieux touchant certaines communautés migrantes, nous découvrons avec stupéfaction que les comportements sexistes, grossiers, violents, sont toujours massivement présents dans nos sociétés. Et ce dans tous les milieux, jusqu'au Palais fédéral visiblement. Et nous devons dire clairement que cette affaire ne concerne pas que les femmes. Elle nous concerne tous, et comme homme nous devons, nous aussi élever la voix : aucune femme ne peut être touchée sans son consentement, harcelée dans la rue ou encore importunée sur son lieu de travail.

Durant une année, nous allons mettre ces thèmes au cœur de notre politique. Pas par calcul électoral, mais par conviction. La lutte pour l'égalité ne saurait être déléguée ou reportée. Elle ne concerne pas que les femmes, qui devraient se battre pour leur salaire, pour leur intégrité, pour une meilleure répartition des tâches domestiques. Elle nous concerne tous, parce qu'elle est déterminante du type de société dans lequel nous entendons vivre. Une société où chacune — et chacun — a sa place. Une société qui ne laisse personne au bord du chemin. Une société où les unes et les autres collaborent en bonne harmonie. Ce thème de l'égalité va être un des piliers de la campagne électorale à venir. Et nous allons tous y travailler. Durant cette année féministe, et au-delà naturellement.

## **Eine positive Zwischenbilanz bei der Steuerreform**

Kommen wir zum zweiten Thema, über das wir uns unterhalten müssen: die Steuerreform und die Finanzierung der AHV. Ich weiss, viele waren überrascht. Zum einen, weil die Diskussionen in den parlamentarischen Kommissionen und nicht in den Medien stattgefunden haben. Aber keine Sorge: Es gibt weder eine Schattenregierung noch einen stillen Staatsstreich, wie ein Redaktor der Basler Zeitung das heraufbeschworen hat. Wir haben die Vorlage ganz normal behandelt, wie es unsere Institutionen vorshen: Zuerst verabschiedete der Bundesrat eine Botschaft zur Vorlage. Er hat dabei Familienzulagen mit der Steuerreform verbunden. Dann kann das Parlament die Vorlage abändern. Und genau das haben wir gemacht: Wir haben die Vorlage verbessert. Und wir haben zusätzlich Mittel zur Finanzierung der AHV eingefügt, aber darauf komme ich noch zurück.

Die Parteien diskutieren nun wie es weiter geht, zum Beispiel die Frage eines Referendums. Wir werden diese Debatte aller Wahrscheinlichkeit nach an einer ausserordentlichen

Delegiertenversammlung Ende September führen. Und, falls notwendig und gewünscht, werden wir eine Urabstimmung durchführen.

Heute begnüge ich mich damit, einige Fakten zur Vorlage zu präsentieren und zu erklären, warum ich finde, dass die Vorlage, wie sie aus dem Ständerat kommt, unsere Unterstützung verdient, auch wenn sie einige negative Punkte enthält. Bevor ich ins Detail gehe, habe ich aber zwei Vorbemerkungen.

Erstens: Rufen wir uns in Erinnerung, weshalb wir die Abstimmung gegen die USR III im Februar 2017 gewonnen haben, obwohl uns eine Niederlage prophezeit wurde: Wir haben gewonnen, weil 60 % der Stimmenden fanden, dass:

- a) Die Steuerausfälle für den Bund und die Kantone zu gross sind;
- b) Die vorige Reform korrigiert werden muss, zumal Bundesrat Merz für die USR II eine knappe Mehrheit nur dank einer zentralen Fehlinformation über die Höhe der Steuerausfälle erreicht hatte;
- c) Die USR III keine soziale Kompensation enthielt und damit nur die Reichsten profitieren – im Gegensatz zum Beispiel zu dem, was der Kanton Waadt gemacht hatte.

Wir müssen den Vorschlag des Ständerats im Lichte dieser drei Kritikpunkte – Steuerausfälle, soziale Kompensation und Korrektur der USR II – bewerten.

Die zweite Vorbemerkung: Wir müssen uns daran erinnern, dass wir als Sozialdemokratinnen und Sozialdemokraten die Abschaffung der steuerlichen Sonderstati fordern. Und das seit Jahrzehnten. Diese Sonderstati müssen auf Wunsch der OECD und der EU abgeschafft werden, ansonsten werden wir Ende Jahr auf einer schwarzen Liste landen, mit schwerwiegenden Konsequenzen für die Wirtschaft und die Arbeit. Wenn wir die Abschaffung fordern, dann tun wir das aus moralischen und politischen Gründen. Denn diese Sonderstati sind unhaltbar. Sie sind eine Form von Steuerdumping, welche das Steuersubstrat anderer Länder dieser Erde zerstören. Darum müssen wir rasch damit aufhören.

Kommen wir nun zur Vorlage als Ganzes. Es gab in den letzten Monaten drei Konzepte, die diskutiert wurden.

Das erste Konzept ist die Vorlage des Bundesrats. Eine Vorlage, die sowohl von rechts wie auch von links kritisiert wurde. Die Rechte empfand die Einführung einer Untergrenze von 70% für die Dividendenbesteuerung als Beschneidung der kantonalen Kompetenzen. Darum fand die Vorlage auf der Rechten kaum Akzeptanz, zumal Swiss Family Business – angeführt von Frau Martullo-Blocher – bereits mit dem Referendum drohte. Auf der linken Seite kritisierten die Gewerkschaften die Erhöhung der Familienzulagen als ungenügenden sozialen Ausgleich. Die Erhöhung war nicht ausreichend, sie betraf nur einen Teil der Bevölkerung und berücksichtigte die Romandie nicht, denn mit Ausnahme von Neuchâtel sind die Familienzulagen in den Westschweizer Kantonen bereits heute höher als die vorgeschlagenen Mindestzulagen. Man musste also ein klares Scheitern der Bundesrats-Vorlage in einer Volksabstimmung befürchten.

Das zweite Konzept wurde gleichermaßen von rechts aussen wie von links aussen verteidigt. Es besteht darin, die Sonderprivilegien einfach abzuschaffen und den Kantonen zu überlassen, wie sie darauf reagieren wollen. Diese Idee erscheint vielleicht interessant. Sie hat sicher den Vorteil, dass sie einfach ist. Allerdings trägt sie zur Beschleunigung des interkantonalen Steuerwettbewerbs bei. Mit dem Wegfallen der Sonderinstrumente würden die Kantone ihre Steuersätze massiv nach unten korrigieren, wahrscheinlich etwa auf 11%. Ich finde das aus linker Perspektive inakzeptabel.

Damit kommen wir bereits zum dritten Konzept. Trotz vieler Kritik und Diskussionen, denen ich folgen konnte und an denen ich teilgenommen habe, habe ich noch von keinem weiteren Konzept ausser diesen dreien gehört. Schauen wir uns also dieses dritte Konzept an, welches der Ständerat vorschlägt.

- a) Das Konzept ist zuerst einmal eine Korrektur der Auswüchse der USR II. Das ist für uns von zentraler Bedeutung. Es korrigiert zumindest teilweise das Kapitaleinlageprinzip (KEP) und erhöht die Dividendenbesteuerung auf Bundesebene von 60 auf 70%, zudem führt es auf kantonaler Ebene eine Mindestdividendenbesteuerung von 50% ein. Ich hätte mir natürlich mehr gewünscht. Trotzdem ist die Einführung der Untergrenze von 50% in den Kantonen im Vergleich zum Status quo eine Verbesserung. Wenn auch nur teilweise, so ist es doch eine Korrektur der Unternehmenssteuerreform II.
- b) Ausserdem verringern wir die Steuerausfälle im Vergleich zur USR III. Bei der USR III hatten wir die Ausfälle auf 3 Milliarden Franken beziffert. Mit diesem Konzept sind wir etwas vereinfacht bei 2 Milliarden Franken für alle öffentlichen Körperschaften zusammen. Diese Anpassung fällt mit dem Wegfallen der zinsbereinigten Gewinnsteuer auf Bundesebene sowie faktisch für alle Kantone ausser Zürich zusammen. Gleichzeitig werden noch andere Instrumente eingeschränkt, namentlich die Patentboxen und die Abzüge für Forschung und Entwicklung. Die gesamten Steuersenkungen, die ein Kanton einem bestimmten Unternehmen gewähren kann, wurden ebenfalls reduziert, um sicherzustellen, dass jedes Unternehmen einen angemessenen Anteil an den Steuern bezahlt.

Man kann diesen Kompromiss auf zwei Arten beurteilen. Man kann ihn mit unseren Hoffnungen nach dem Abstimmungssieg vergleichen. Aus diesem Blickwinkel muss man zugeben, dass aus reiner Steuerperspektive der Erfolg bescheiden ist. Vor allem denke ich, dass man weiter hätte gehen müssen bei der Korrektur des Kapitaleinlageprinzips. Ich denke auch, dass wir bei der Dividendenbesteuerung den interkantonalen Wettbewerb hätten einschränken müssen, indem wir die Untergrenze bei 70% gesetzt hätten. Selbst wenn wir wissen, dass das im Prinzip eine kantonale Frage ist und die Dividenden- eng mit der Gewinnbesteuerung verknüpft ist.

Vergleicht man aber den Steuerteil nicht mit unseren ursprünglichen Hoffnungen, sondern mit dem Status quo, dann haben wir einige wichtige Fortschritte erzielt: Zuerst einmal die Abschaffung der Steuerprivilegien, was ich entscheidend finde. Dann die Korrektur des Kapitaleinlageprinzips, und schliesslich die Erhöhung der Dividendenbesteuerung.

Auf der Bundesebene haben wir wichtige Steuereinnahmen und setzen ein für alle Mal dem Steuerregime ein Ende, welches der Schweiz erlaubte, den Entwicklungsländern Steuersubstrat wegzunehmen. Natürlich überweist der Bund den Kantonen etwa 1 Milliarde Franken und fast nochmal gleichviel fliesst in die AHV. Das schränkt seinen Spielraum finanziell etwas ein. Aber lasst mich euch eines sagen: Mit den Mehrheiten, die wir haben, ist das umso besser. Dieser strukturelle Überschuss im Bundeshaushalt war für die Abschaffung der Stempelsteuer (einer Subvention an Banken und Versicherungen), den Kauf von Kampfflugzeugen, und Steuergeschenke an die reichsten Familien vorgesehen. Meiner Meinung nach sollte der Bund dieses Geld besser in die AHV investieren – die Bevölkerung hat mehr davon.

Und damit komme ich zum sozialen Aspekt. Wir haben gesehen – und das ist meiner Meinung nach ein unbestreitbares Resultat der Abstimmung über die USR III –, dass eine Unternehmenssteuerreform nicht ohne soziale Kompensation auskommt.

Die Frage, die sich heute stellt, ist die, ob eine soziale Kompensation durch die AHV sinnvoll ist. Zuerst einmal ist die finanzielle Situation der AHV sehr prekär. Wir haben bereits für 2017 ein

negatives Ergebnis. Die Vorlage, die wir diskutieren, bringt der AHV dagegen Jahr für Jahr 2 Milliarden Franken.

Einerseits mit einer Erhöhung des Bundesbeitrags an die Ausgaben der AHV, ein Betrag, der sich der Entwicklung der AHV-Ausgaben anpasst. Dann mit einer Erhöhung der Lohnbeiträge um 0,3 Prozentpunkte, je zur Hälfte aufgeteilt zwischen Arbeitgebern und Arbeitnehmenden. Schliesslich mit der Verschiebung des gesamten Demografieprozents der Mehrwertsteuer zur AHV. Auch das ist ein dynamischer Betrag, der sich mit den Mehrwertsteuereinkünften und dem Demografieprozent verändert.

Ich bin mir bewusst, dass die Sanierung der AHV notwendig ist und dass die politische Debatte über die AHV noch nicht abgeschlossen ist. Aber diese zwei Milliarden pro Jahr ermöglichen uns die Finanzierung der Renten bis 2024/2025 zu sichern. Sie vereiteln auch den Plan der Rechten und Arbeitgeberseite, jede neue Einnahmequelle für die AHV mit einer Rentenerhöhung für Frauen wie für Männer zu verbinden. Klar, der Bundesrat mit seiner rechten Mehrheit wird wieder mit seinen Vorschlägen kommen. Aber weil wir die Finanzierung für mehrere Jahre gesichert haben, können wir uns dann erlauben Nein zu sagen. Um es klar zu sagen: Keine Kürzung der Renten, keine Erhöhung des Rentenalters. Wenn notwendig, können wir diese Überzeugungen mit einem Referendum verteidigen. Und wir werden gewinnen. Gerade weil wir einen Weg gefunden haben, wie wir die Renten finanzieren können ohne das Leistungsniveau zu senken.

Damit wir die Grössenordnung vor Auge haben, erinnern wir uns daran, dass die Erhöhung des Rentenalters für Frauen 1,3 Milliarden zusätzliche Einnahmen oder eingesparte Ausgaben für die AHV bedeutet. Die Lösung, die wir euch vorschlagen, bringt jährlich 2 Milliarden für die Finanzierung der AHV.

Die Rechte wird somit eine Kürzung der AHV-Leistungen nicht durchsetzen können, weil wir eine Finanzierungsform gefunden haben, die das kurzzeitig verhindert und uns Zeit gibt, um mit der Bevölkerung die richtigen Debatten zu führen. Namentlich muss die Frage der Rentenerhöhung für Frauen zusammen mit dem Fortschritt bei der Lohnungleichheit gestellt werden. Die Rechte wird die Bevölkerung nicht überzeugen können, dass das Rentenalter für die Frauen erhöht werden muss, ohne gleichzeitig ernsthaft etwas gegen die Lohnungleichheit zu unternehmen, mit welcher die Frauen während ihres ganzen Berufslebens konfrontiert sind.

Ich habe erstaunt einige Kommentare gelesen, die diese Reform als wenig sozial kritisierten. Das hat mich ehrlich gesagt sehr überrascht. Erst recht, wenn sie aus linken Kreisen kommen. Meiner Meinung nach haben einige den Finanzierungsmechanismus der AHV nicht verstanden. Natürlich kann man es so betrachten, dass ein Drittel der Finanzierung durch den Bund geschieht, ein zweites Drittel durch die Arbeitgeber und das dritte Drittel durch die Arbeitnehmenden. Ich gebe zu, das klingt zwar ausgewogen, aber noch nicht besonders sozial.

Aber schauen wir uns das Drittel der Arbeitnehmenden an, denn dies ist der Kern dieser Argumentation. Wir müssen uns vor Augen halten, dass bei diesem Drittel die überwiegende Mehrheit der AHV-Beiträge durch die Reichsten mit den höchsten Löhnen geleistet wird. Ihr wisst, wie das funktioniert: Man bezahlt die Beiträge nach der Höhe des Lohnes und zwar ohne Obergrenze. Wenn ihr 10 Millionen Franken verdient, dann bezahlt ihr Beiträge für 10 Millionen. Die Leistungen hingegen sind begrenzt. Sie sind beinahe die gleichen für alle.

Das führt dazu, dass 93% der Personen mehr Leistungen von der AHV beziehen als sie einbezahlt haben. Das heisst, die Finanzierung der AHV stützt sich im Wesentlichen auf die 7 reichsten Prozent der Bevölkerung. Eine Anpassung der Lohnbeiträge führt dazu, dass diese 7 Prozent der Bevölkerung die sozialen Verbesserungen bezahlen, respektive die Erhaltung der AHV-Leistungen für die 93% ihrer Mitbürgerinnen und Mitbürger. Um es in Zahlen auszudrücken: Damit ihr von der

Gewinnerseite auf die Verliererseite der AHV wechselt, müsst ihr während eures ganzen Berufslebens konstant 130'000 Franken pro Jahr verdienen. Es betrifft also eine kleine Minderheit von Personen.

Aus dem sozialen Blickwinkel betrachtet haben wir also auf der einen Seite eine Steuerreform, von der vor allem die reichen Klassen profitieren – das ist die Steuerseite, von der wir sprechen – und wir haben auf der anderen Seite eine AHV-Reform mit unserer vorgeschlagenen Finanzierung, von der ganz klar der Mittelstand und die einkommensschwächeren Schichten profitieren. Soziologisch gesehen haben wir eine ausgeglichene Reform, wenn wir die AHV-Seite mit der Steuerseite verbinden.

Für mich heisst das, dass wir zwar keinen Grund zum Jubeln haben, da die Vorlage nicht dem entspricht, was notwendig wäre, um den missbräuchlichen Steuerwettbewerb zu unterbinden, dem wir ausgesetzt sind. Die Vorlage sähe anders aus, wenn wir sie alleine und ohne die aktuellen politischen Kräfteverhältnisse ausgearbeitet hätten. Aber letztlich handelt es sich um eine Verbesserung im Vergleich zum Status quo auf der Steuerseite, und um einen notwendigen finanziellen Beitrag für die AHV.

Ein letztes Wort sage ich, da ich weiss, dass es viele von euch beschäftigt, zum interkantonalen Steuerwettbewerb. Wir haben gesehen, dass die Vorlage, von der wir sprechen, einen Fortschritt auf der Steuerseite auf Bundesebene und einen entscheidenden Beitrag zur AHV-Finanzierung bedeutet. Aber er bewirkt keine Wunder, das müssen wir uns eingestehen, im eskalierenden Steuerwettbewerb, in dem sich einige Kantone befinden. Er verbessert einiges durch die Einführung einer minimalen Dividendenbesteuerung von 50%, aber er enthält keine Mindeststeuersätze für Unternehmensgewinnsteuern.

Das wäre wünschenswert, da bin ich einverstanden. Aber es ist sehr umstritten, ob wir überhaupt über die Verfassungsgrundlage verfügen, um das ins Gesetz zu schreiben. Und es ist politisch unmöglich, das mit den momentanen Kräfteverhältnissen im Bundeshaus zu schaffen. Deswegen wählten wir vor gut 10 Jahren den Weg der Volksinitiative – die Steuergerechtigkeits-Initiative – mit der wir einen Mindeststeuersatz für natürliche Personen einführen wollten. Wir haben mit 41.5% verloren. Aber vielleicht sollten wir diese Arbeit wieder aufnehmen und eine Harmonisierung der kantonalen Steuersätze für Unternehmen anstreben.

Ohne eine nationale Untergrenze bei Steuersätzen verlagert sich die Debatte in die Kantone. Weshalb? Weil die Steuerausfälle, von denen wir sprechen, in den Kantonen stattfinden, nicht auf Bundesebene. Aber auch die Dividenden-, Einkommens- und Unternehmensgewinnsteuersätze sind kantonal geregelt. Da müssen wir überprüfen, Kanton für Kanton, ob die Chefetage und Aktionäre gegenüber den Arbeitnehmenden bevorteilt werden. Da müssen wir bei der Umsetzung der Steuervorlage hinschauen, ob die Entwicklung in Richtung Gleichheit geht oder sich die Ungleichheit vergrössert. Die Lage ist von Kanton zu Kanton verschieden. Sie muss einzeln untersucht werden und, wo nötig, müssen wir den Mut haben das Referendum auf kantonaler Ebene zu ergreifen, so wie es momentan unsere Berner Genossinnen und Genossen tun, die zu Recht gegen das ungerechte Steuerregime kämpfen.

Es tut mir Leid, wenn ich hier etwas ausführlich geworden bin, aber für mich ist es wichtig, euch zu erklären, weshalb ich die gefundene Lösung für einen akzeptablen Kompromiss auf der Steuerseite und einen entscheidenden Durchbruch für die AHV halte. Aber auch um euch zu sagen, dass der Kampf in den Steuerfragen weitergehen muss, im Moment in den Kantonen, vielleicht später auch auf der nationalen Ebene mit einer Initiative. Das werden wir noch sehen.

Wie gesagt, ihr werdet entweder an einer ausserordentlichen Delegiertenversammlung Ende September oder, wenn die parlamentarische Beratung zu Ende ist, am Parteitag im Dezember die

Gelegenheit erhalten, euch über diese Steuervorlage zu äussern, in voller Respektierung unserer demokratischen Regeln. Ich freue mich bereits auf diese Diskussion.

### **Un conseiller fédéral à la dérive**

Ce qui par contre me réjouit moins, c'est la ligne politique poursuivie actuellement par notre ministre des affaires extérieures. Tous spéculent à Berne si ses déclarations sur la Palestine, sur les mesures d'accompagnement, sur l'agenda 2030 relèvent d'une stratégie ou d'un bavardage impénitent. Et jamais la célèbre citation de Michel Rocard n'a été rappelée avec plus de conviction que ces jours-ci : « Toujours préférer l'hypothèse de la connerie à celle du complot. La connerie est courante. Le complot demande un esprit rare. »

Honnêtement, dans le cas d'Ignazio Cassis, je n'en sais rien. Ce dont je suis, par contre, convaincu, c'est qu'il doit être tenu pour responsable de ses dires. Être ministre des Affaires étrangères, c'est exercer le ministère de la parole de la Suisse sur le plan international. C'est porter nos valeurs, notre identité, nos exigences. C'est être exemplaire dans le discours et dans ses actes.

Et malheureusement, après sept mois d'activité, le bilan n'a rien d'exemplaire. Le discours est souvent incohérent ; comme lorsqu'en plein massacre dans la Ghouta orientale, il ne juge pas utile d'évoquer la situation en Syrie, se bornant à louer les mérites économiques de la Suisse en ouverture de la séance plénière du comité des droits de l'Homme.

### **Nous ne nous reconnaissons pas dans ce discours-là. La Suisse n'est jamais aussi crédible que lorsqu'elle base sa politique sur les droits humains.**

Le discours est erratique, lorsqu'Ignazio Cassis considère que l'agence des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens est « une part du problème plus que de la solution ». En niant le droit au retour des réfugiés palestiniens, il remet en cause la solution à deux États défendus par la communauté internationale en Palestine. En prenant fait et cause pour la droite dure israélienne, sans même juger utile d'en parler au Conseil fédéral, il remet en question notre neutralité, et quarante ans d'efforts diplomatiques de la Suisse. Micheline Calmy Rey a raison : il y a du Trump dans cette politique-là.

### **Nous n'admettons pas cet alignement de notre diplomatie sur la droite israélienne la plus dure.**

Ses déclarations sur la politique européenne et sa volonté d'affaiblir les mesures d'accompagnement constituent probablement un summum de maladresse diplomatique et politique. Il signale à Bruxelles qu'il est prêt à céder, en pleine négociation sur l'aspect le plus central de l'accord institutionnel. Et sur le plan interne, c'est une catastrophe : les mesures d'accompagnement constituent la pierre angulaire de l'édifice bilatéral, c'est une des positions intangibles définie par le Conseil fédéral dans les discussions en cours ; et c'est le cœur du contrat social : d'accord pour les bilatérales, mais en lien avec un renforcement des droits sociaux de la population. Remettre en cause les mesures d'accompagnement, c'est remettre en cause les bilatérales. « *Punkt Schluss!* ». Que les radicaux qui, aujourd'hui au Tessin, réfléchissent à la politique européenne de notre pays soient clairement avertis : un accord institutionnel qui sacrifierait les mesures d'accompagnement, ce sera sans nous. En fait, pour être clair, ce sera contre nous.

### **Nous voulons un accord institutionnel qui protège les salariés.**

Discours incohérent et contradictoire, maladresses diplomatiques, errements politiques, mais ce n'est pas suffisant. Le summum du cynisme a été atteint cette semaine, avec la décision du Conseil fédéral, sur proposition d'Ignazio Cassis et de Johann Schneider-Ammann, d'autoriser les exportations d'armes vers les pays en guerre. Un peu comme lors de son discours au Conseil des droits de l'Homme, Monsieur Cassis semble considérer que les affaires de ses amis marchands d'armes sont plus importantes que les vies des civils, en Syrie ou au Yémen ; qu'il serait légitimé à

inverser la hiérarchie des normes et des valeurs de ce pays, comme si la défense et la promotion des droits humains devaient céder le pas aux intérêts économiques à court terme.

**Nous nous opposerons, par tous les moyens, à ces exportations d'armes.**

Les choses vont si mal au DFAE sous l'égide de notre nouveau ministre que l'on n'est presque pas surpris d'entendre qu'il a retoqué le rapport de la Suisse dans la mise en œuvre des objectifs de développement de l'agenda 2030. Ces objectifs, rappel utile, ont été adoptés — à l'unanimité — par l'Assemblée générale des Nations Unies, et la Suisse, sous la conduite de Micheline Calmy-Rey et de Didier Burkhalter, a beaucoup œuvré à leur adoption. Selon ce que rapportent les médias, leur successeur considérerait qu'il s'agit d'un « charabia socialisant ». Oui, vous avez bien entendu. Pour Monsieur Cassis, les 17 objectifs que s'est fixés la communauté internationale ne sont rien de plus qu'un charabia partisan. Et il aurait le droit, au nom de sa vision libérale, comme il aime à le rappeler, de les remettre en question.

À mon tour donc lui rappeler que le libéralisme implique la responsabilité. Qu'il n'y a rien de libéral à placer les intérêts des marchands d'armes avant ceux des victimes des guerres civiles. Qu'il n'est pas libéral de battre en brèche les efforts de notre pays pour atteindre les objectifs qu'il s'est fixés lui-même dans le cadre de l'agenda 2030 ! Que je ne suis pas sûr que les pères fondateurs de son parti trouvent très orthodoxe le sabotage en règle des accords bilatéraux par une remise en question des mesures d'accompagnement. Et qu'en matière de politique intérieure, la Constitution libérale de 1848 lui impose de respecter la collégialité au sein du Conseil fédéral, pas de pépier à tout va. Un Conseil qui serait bien inspiré de recadrer sérieusement notre ministre des affaires étrangères, qui a réussi en quelques semaines à remettre en question la neutralité de notre pays dans le conflit au Moyen-Orient, à saboter les efforts de la Suisse pour renforcer les accords bilatéraux, à entamer notre crédibilité sur la scène onusienne et à faire primer les intérêts économiques sur les droits humains.

Triste bilan, auquel il nous revient de nous opposer avec la dernière énergie. Notre pays n'a jamais été aussi fort, y compris économiquement, que lorsqu'il a misé sur les droits humains, sur son rôle de médiateur entre les puissances globales ou régionales, sur le développement du droit international plutôt que sur la force brute. Nous allons devoir le rappeler durant les mois à venir avec toute la vigueur nécessaire.

Camarades,

Comme beaucoup ici, j'aime la lutte politique, les passions qu'elle génère, le choc des convictions qui se heurtent, la force des arguments qui claquent. J'aime cette fraternité qui nous unit dans nos combats communs. J'aime aussi nos débats internes, lorsque nous réfléchissons ensemble aux meilleures options pour faire progresser les valeurs que nous partageons.

Je me réjouis donc des mois à venir. Nous allons renforcer notre combat pour l'égalité, en mettant cette année féministe au cœur de notre action politique. Nous allons défendre nos retraites et faire un pas vers davantage de justice fiscale, par la suppression des statuts spéciaux accordés aux multinationales. Et nous allons devoir nous mobiliser pour réinventer une politique extérieure basée sur les droits humains, sur la recherche de solutions équilibrées, sur la coopération internationale. Je compte sur vous dans ces combats à venir, et me réjouis de les mener à vos côtés.